



**PRISE DE PAROLE- CR CGT PACA – PONT MONTGENEVRE
JOURNEE REGIONALE MIGRANTS 23 OCTOBRE 2018**

Chers camarades, chers amis,

Nous avons décidé de tenir cette initiative car le sort des migrants est un vaste flots de désespoir, de traversées humaines de la dernière chance, de drames sans nom, des conséquences de la domination du monde par une poignée d'« occidentaux », fmi'stes, eurocrates, gérants de fonds de pension, actionnaires pleins aux as et qui n'en ont jamais assez. De grands patrons qui prennent le monde pour leur compte en banque, leur chasse gardée, et encouragent les comportements les plus inhumains.

Et ce rassemblement est un point de départ d'un processus, qui doit tous nous engager à traiter encore plus fortement partout les questions liées à l'accueil et l'accompagnement des migrants. Un rassemblement, ici sur ce pont qui a été le théâtre de toutes les manipulations politiques aussi dangereuses que pitoyables.

Mais aussi, le rendez-vous d'initiatives plus conformes au devoir d'humanité comme aujourd'hui dont nous devons faire preuve, avec des élans de solidarité internationale et de fraternité qui nous permet d'entrevoir l'espoir. **L'espoir de construire une société respectant les droits de l'Homme, une société plus digne, plus juste, plus humaine.**

Des mouvements entamés par des associations, des syndicats, d'élus progressistes et des créateurs, des intellectuels pour faire faire vivre la solidarité, et la CGT s'inscrit pleinement dans cette démarche.

Au-delà de la symbolique, **la CGT en PACA décide donc de s'inscrire encore plus résolument dans le prolongement des mobilisations engagées** par toute la CGT sur le sujet. Depuis le début de l'année, l'Organisation internationale pour les migrations estime que 30.000 migrants ont tenté de traverser la mer Méditerranée, un nombre équivalent aux années précédentes pour fuir la pauvreté, la misère, les violences et les guerres.

La plupart sont partis des côtes libyennes, 2000 d'entre eux par an sont morts. **Nous recevons les rescapés des traversées infernales** et la Méditerranée doit cesser d'être **un sinistre cimetière maritime**, et le Sahel **UN CIMETIERE** brûlant.

En deux ans, plus de 14 000 personnes ont pu être secourues grâce à l'intervention de navires affrétés par des associations, comme l'aquarius dont nous saluons l'engagement, et dont nous condamnons la suppression de son pavillon, et l'attitude des différents gouvernements à son encontre.

L'augmentation du nombre de victimes noyées en mer, parmi lesquelles de nombreux enfants, fait craindre que 2018 soit une année particulièrement meurtrière au final, puisque la voie de passage terrestre par l'Europe centrale est maintenant close par les autorités de plusieurs pays européens.

Cette situation ne fait que multiplier les risques de nouvelles et nombreuses victimes et doit conduire l'Union Européenne et ses États membres, en particulier les États riverains, à prendre des mesures exceptionnelles de sauvetage et de sécurisation, pour les migrants, des voies de migration respectant les conventions internationales.

Mesurons bien ce que valent les mots de coopération de solidarité, face à une si terrible situation. Les mots de dignité et de respect des droits de l'Homme également. Ils nous obligent à accueillir dignement l'ensemble des femmes, hommes et enfants qui arrivent sur notre territoire.

Les États membres de l'Union, bégaiement, paniquent, se cachent et se défont lorsqu'ils sont confrontés **aux bribes d'un phénomène mondial et massif**, dont l'essentiel des conséquences frappe les pays les plus pauvres et les moins armés pour y répondre.

Ce chaos provoque jusque dans nos métropoles **mais pas que** ; des concentrations de populations migrantes, où le traitement de mineurs isolés notamment dépasse l'entendement, la situation est devenue insoutenable, au premier chef **pour les réfugiés eux-mêmes contraints à survivre en dehors de toute règle élémentaire d'hygiène,**

Puis pour les habitants et les associations démunies de moyens contraintes de composer avec une misère, à **laquelle ils ne peuvent répondre.**

La réponse de l'état ne peut pas être l'incarcération de citoyen pour délit de solidarité ou le projet de loi sur l'asile et l'immigration, qui n'a rien d'équilibré. Ce dernier marque une rupture avec la tradition française en matière d'accueil. Il établit le tri entre « bons et mauvais » migrants, et affaiblit les garanties et les droits fondamentaux de personnes étrangères.

Désormais, le curseur n'est plus placé sur les conditions d'accueil et leur respect au regard des conventions internationales, mais sur les procédures d'expulsion et de contrôle.

Tout est fait pour dissuader les exilés de passer par la France et à semer d'embuches leur parcours.

Déjà, la sous-traitance de l'accueil aux forces de police, quelque fois aux cheminots, notamment à la frontière italienne, signalait un important glissement vers un régime de contrôle accru au détriment de la dignité de ces personnes, **éprouvé par un long et souvent terrifiant voyage.**

Sachant que les gouvernements de pays riches, en particulier de l'Union Européenne, imposent aux pays d'origine des migrants des accords de libre-échange qui alimentent cette triste réalité.

Notamment, entre l'Europe et l'Afrique, les paysans africains progressivement ruinés par exemple, prennent le chemin de l'exil pour tomber aussitôt en France.

Ainsi, ces puissances alimentent d'un côté un courant de migration qu'elles prétendent, d'un autre côté interdire. Il s'en suit une conséquence importante. La distinction entre réfugiés et migrants économiques que les pays d'Europe invoquent pour justifier leur politique.

Il s'agit d'autre part de maintenir les migrants illégaux dans la peur, de telle sorte qu'ils acceptent leur sort sans protester. Les récentes grèves de travailleurs sans-papiers montrent bien que cette politique est en train de rencontrer ses limites.

Les soi-disant migrants économiques sont en réalité les réfugiés de la guerre économique **impitoyable que le capitalisme et l'impérialisme continuent de mener en Afrique, comme en Asie. Et cette guerre économique est sans doute plus silencieuse, mais elle n'en est pas moins dévastatrice et meurtrière que l'autre.**

Les dirigeants politiques du prétendu « nouveau monde » s'avèrent donc aussi froids, déconnectés, calculateurs et égoïstes que leurs prédécesseurs. **Ils contribuent en toute irresponsabilité à augmenter les désastres guerriers et les bouleversements climatiques, les misères et les famines dans le cadre de leurs traités de libres échanges.**

Et voilà à présent que sur un enjeu si crucial pour l'avenir de notre humanité, le pouvoir actuel rompt désormais les digues en **donnant des gages à une droite et à son extrême,** qui privilégie les postures dans une surenchère permanente.

Ce qui a conduit récemment dans notre Région, des groupes d'extrême droites et de minables identitaires à mener des initiatives sordides au col de l'Échelle, ou ici sur ce pont, en se comportant en véritable milice frontalière, alors que récemment, plusieurs migrants par peur des contrôles et des représailles, ont perdu la vie de manière effroyable.

Les peuples, les travailleurs doivent donc se mobiliser afin d'imposer d'autres mesures nécessaires pour faire respecter le droit et mettre en place des dispositifs humanitaires, en assurant l'accueil digne de ces vies en détresse.

L'effort de solidarité internationale avec les pays d'émigration et les aides aux développements doivent être également considérablement augmentés, contrôlés et le pacte mondial pour les migrations engagé sous l'égide des Nations unies conforté.

Les accords de Dublin doivent laisser la place à un système de solidarité entre les pays et de garantie des droits des migrants et exilés, à l'inverse des dérives comme on le voit trop ces quelques jours sur ce même pont.

Enfin, la main d'œuvre immigrée ne peut être laissée à la merci des logiques patronales de concurrence.

C'est le choix de l'égalité et de la sécurité sociale du travail, des Droits et des formations qu'il faut porter solidairement. Une politique de visas doit être enfin développée pour mettre fin à l'insécurité dans laquelle est maintenue la misère humaine.

La seule réponse politique efficace est en Europe d'ouvrir des voies de passage légales et sécurisées qui mettraient un coup d'arrêt aux tragédies quotidiennes en mer et au commerce ignoble des trafiquants.

La CGT renouvelle l'exigence de la mise en œuvre d'une véritable politique d'accueil pour ces femmes et ces hommes venus chercher protection, en ouvrant de nouveaux centres d'accueil et d'orientation, et en mettant des politiques publiques du logement cohérentes, dans les départements de PACA, notamment dans les Hautes Alpes et les Alpes Maritimes qui sont, pour beaucoup d'entre eux, le premier contact avec la France.

Les mineurs isolés doivent être mis sous la protection de l'État et des pouvoirs publics qui leur doivent assistance.

L'État, l'administration préfectorale et les responsables politiques des départements Alpains et de la région, se doivent de mettre un terme à la scandaleuse "chasse" aux migrants et à tous les citoyens qui leur apporte secours, auxquels la CGT exprime son plein et entier soutien et sa totale solidarité. C'est tout cela que nous allons porter, ces semaines et ces mois à venir.

Tous ensemble !